

Les élus sont engagés et mobilisés chaque jour pour leur territoire. Ils méritent bien mieux que l'agressivité dont ils sont si souvent les victimes !

Notre pays fait face à une crise politique : sans précédent. Le désastre de nos élections pour la politique a conduit chaque jour un peu plus. Des élections prises en force, ou dépourvues du quorum, ou ne correspondant pas aux attentes de nos concitoyens... L'image dégradée que nous renvoie les membres des plus hautes instances dénote une réelle délégitimité le statut des élus.

Même si les élections municipales n'ont pas été délégitimées, il ne faut pas oublier que nous le sommes. C'est avant tout par une politique de proximité que l'on peut reconstruire le lien entre les citoyens et les élus. Les maires sont en première ligne. Et ces derniers années, ils n'ont pas été épargnés ! S'ils ont été souvent accusés pour leur gestion exemplaire de la crise sanitaire, ils ont été aussi pour leur investissement au quotidien dans la gestion de leur commune, en assurant des décisions record pour ce mandat. Des décisions, certes, qui ont été prises dans des conditions toujours plus difficiles. Mais plus inquiétant, on assiste dans le même temps à une forme d'insécurité dévolue à la fonction d'élu pouvant conduire à tous les degrés d'agressivité, de l'agressivité sans suite, à la violence, dont la gradation peut de graves jusqu'à l'assassinat et à l'agression physique. Dans l'Indre, nous n'y échappons pas.

On cherche des responsables à tous

les maux. Là aussi nos maires sont en première ligne.

Lors du Congrès des Maires de l'Indre qui s'est tenu le 15 juin dernier, il a été souligné une hausse de violence et de menaces de 51 % entre 2021 et 2022, phénomène qui augmente encore en ce premier semestre. Face à cela, le Gouvernement s'engage à agir, avec la mise en place de plusieurs dispositifs d'information et de protection.

Pour nous, il est essentiel et urgent de reconstruire le lien entre les citoyens et les élus, et les institutions, de valoriser l'engagement civique et de créer des espaces de dialogue et de participation, notamment le dialogue à l'échelle locale.

En redonnant aux élus - notamment aux maires - un sentiment de valorisation et de légitimité, nous renforcerons leur engagement et contribuons à une gouvernance locale solide et dynamique.

Les maires ont des responsabilités et des fonctions de service de leur territoire, de leur ville, et ils ont à remplir leurs missions de plus en plus complexes, motivés à mener à bien leurs projets pour améliorer et moderniser leur territoire.

Être élu aujourd'hui, c'est garantir à nos concitoyens un service public présent, accessible, juste et de qualité.

Nous en sommes les garants, quel que soit le niveau de collectivité. Le mission est respectueuse et doit être respectée.

La mairie est au cœur des relations entre les citoyens individuels et le pouvoir commun. Une place bien difficile et souvent très ingrate. Ils sont pourtant les piliers de la vie démocratique, et, en cela, ils méritent notre respect et toute notre reconnaissance.

Le groupe des élus de la Majorité départementale : GIL AVÉROUS, Nadine BELLURST, Régis BLANCHET, Sébastien BLOCH, Gilles CARMONAT, Nathalie CORDEAU, François DAUGERON, Claude DUCRET, Mireille DUVAL, Marc FLEURY, Virginie FONTAINE, Hervé FORTUIT, Jean-Pierre FUSON, Jeanne JERON-SOLINE, Lydie LACOU, Gérard MARTEL, Frédéric PERRONNET, Philippe MITTNER, Chantal MORAULT, Florence PETITREZ, Christine ROBERT, Michèle SELLERON.

Retraite à 64 ans : une promesse de précarité

Face à un mouvement social de grande ampleur et une opinion hostile, le gouvernement a fait le choix de passer outre que coûte que coûte une réforme des retraites aussi injuste qu'insupportable, démentant ses principes de la démocratie participative. Ce jeu dangereux fera de nombreux perdants, à commencer par les seniors qui, déjà bien souvent

près d'emploi avant l'heure de la retraite, devront gagner deux ans de plus avec le report de l'âge légal. Les départements devront faire face à une hausse de la précarité qui se traduit entre autres par celle des allocations du RSA. Le prestige du déficit à combler ne tient décidément pas.

Le groupe des élus de la Gauche Républicaine, Socialiste et Écologiste : François ANISSEAU, Lucie BARBER, Michel BOUTIER, Anne-Claude MATHAN-LEFEBVRE.

TRIBUNE LIBRE

Tribune libre de juin 2023

1 DOCUMENT Publié le 29 juin 2023



Tribune libre de juin 2023

PDF - 119.66 Ko



DÉPARTEMENT DE L'INDRE

Place de la Victoire et des Alliés CS20639
36020 Châteauroux

Lundi au Vendredi : 8h30 à 12h30 - 14h à 17h30

02 54 27 34 36